

**Projet de loi N°6026 relatif aux
bibliothèques de lecture publique et
d'information**

**AVIS DE L'UNION LUXEMBOURGEOISE DES
BIBLIOTHEQUES PUBLIQUES (ULBP)**

L'Union Luxembourgeoise des Bibliothèques Publiques (ULBP) fut fondée le 31 janvier 2007 et compte aujourd'hui 16 membres, dont toutes les bibliothèques de lecture publique du Grand-Duché. *«L'ULBP favorise la création, le maintien et le développement de bibliothèques de lecture publique au Grand-Duché de Luxembourg, notamment dans les localités et régions insuffisamment pourvues; elle contribue ainsi à une certaine égalité entre les différentes parties du pays dans l'approvisionnement en livres et autres médias et sert, particulièrement par la promotion de la lecture, au libre épanouissement, à la formation et au développement culturel de la personne.»* (Art. 2 de ses statuts)

Pour de plus amples renseignements en ce qui concerne l'ULBP, nous vous prions de consulter les statuts et la composition du Conseil d'Administration en annexe.

Nous nous sentons évidemment très concernés par le projet de loi N°6026 relatif aux bibliothèques de lecture publique et d'information, et nous prenons la respectueuse liberté de vous soumettre l'avis de l'ULBP, élaboré par un groupe de travail le 08.10.2009 et approuvé par le Conseil d'Administration de l'ULBP dans sa séance du 10 novembre 2009.

Tout d'abord, nous tenons à exprimer notre satisfaction à ce que, après le dépôt d'une première proposition de loi par le regretté Marc Zanussi en 2003 et le dépôt d'une 2^e proposition de loi de l'honorable Marco Schank en juillet 2007, l'ancien gouvernement avait déposé un projet de loi relatif aux bibliothèques publiques que le nouveau gouvernement veut mettre rapidement en œuvre.

Nous félicitons le Gouvernement et tout particulièrement Madame la Ministre de la Culture pour sa volonté politique de promotion et de régularisation des bibliothèques publiques. L'apport budgétaire prévu par cette loi sera considérable pour un grand nombre de bibliothèques publiques existantes. Tout en appréciant le projet déposé comme une chance pour les bibliothèques existantes, une analyse détaillée et article par article, nous a inspiré un certain nombre de constats et de remarques.

L'ULBP tient à vous faire part des résultats de son analyse du projet de loi N°6026:

ULBP

UNION LUXEMBOURGEOISE DES BIBLIOTHEQUES PUBLIQUES

Article 1

L'ULBP apprécie toute la panoplie d'objectifs décrits à l'article 1^{er}.

L'ULBP regrette de ne pas trouver trace d'autres objets principaux des bibliothèques publiques actuellement en fonction:

- donner accès à un grand nombre de médias (livres et autres) à un coût très modéré, voire gratuitement et cela à un public aussi vaste que possible.
- La lecture est un moyen de divertissement promu par les bibliothèques publiques.

Tout en admettant que la lecture a toujours été une qualité importante dans notre société et tout en admettant que les bibliothèques publiques constituent déjà et devront constituer plus encore à l'avenir un des moyens les plus importants de promotion de la lecture, nous regrettons que le volet «*lire pour le plaisir*» n'ait pas été retenu dans l'objet de cette loi.

Art. 2

Afin de faciliter la lecture, nous proposons de parler d'un projet de loi relatif aux bibliothèques publiques. Nous proposons de changer l'article 2 de la façon suivante:

Au sens de la présente loi, on entend par „*bibliothèque publique*“, une bibliothèque de lecture publique, ouverte à tous, et qui, par les services qu'elle organise à l'intention de ses lecteurs, par les collections de livres, périodiques, documents et autres équipements appropriés qu'elle met à leur disposition, est adaptée aux besoins d'éducation permanente de l'ensemble de la population qu'elle est appelée à servir. Elle est gérée par une ou plusieurs communes, par un syndicat de communes ou par toute autre personne morale de droit public ou privé.

Art. 3

Selon la recommandation de l'avis du Conseil d'Etat: «*Les services que les bibliothèques publiques sont accessibles à tous, sans distinction d'âge, de race, de sexe, de religion, de nationalité, de langue ou de statut social.*»

Art. 4 et 5

Généralement les critères pour obtenir un agrément sont à intégrer dans les règlements d'exécution.

En matière des critères nous déplorons l'absence de la littérature distractive, de l'animation et des cours de formation continue, ainsi que le respect du caractère local/régional de la bibliothèque par le biais d'une indépendance dans le domaine des politiques d'acquisition.

Le nombre minimum requis concernant les heures d'ouverture doit répondre à la réalité du terrain. Notons que 1) la moyenne d'heures d'ouverture des 15 bibliothèques publiques est actuellement de 16,3 heures par semaine (Moyennes: Bibliothèques communales – moyenne: 26,8 / Bibliothèques associatives – moyenne: 9,3) et 2) que le circuit du document (sélection, acquisition, vérification, catalogage, indexation, équipement et communication) ne peut se faire correctement par une personne au même temps que la bibliothèque est ouverte au public.

Art. 6

L'idée que toutes les bibliothèques publiques soient membres d'un réseau des bibliothèques luxembourgeoises est une idée clef du projet de loi et nous ne nous y opposons évidemment pas.

Nous proposons la formulation de l'article 5 de la proposition de loi Schank: «*Les bibliothèques publiques sont incitées à devenir membres du réseau national des bibliothèques en vue de la réalisation d'un seul catalogue collectif national.*»

ULBP

UNION LUXEMBOURGEOISE DES BIBLIOTHEQUES PUBLIQUES

Art. 7

Tout en appréciant la volonté de l'auteur du projet de loi de vouloir augmenter le niveau de professionnalisation des bibliothèques publiques et de prévoir l'engagement de personnel compétent, notamment des personnes qualifiées en bibliothéconomie, l'ULBP estime que l'approche du projet de loi est trop ambitieuse. La réalité est une autre: l'existence de nombreuses petites bibliothèques (de village), gérées par une seule personne et le manque de bibliothécaires diplômés disponibles sur le marché du travail. La relégation de personnel motivé non qualifié au second plan par imposition de supérieurs hiérarchiques est contre-productive. L'emploi d'agents par défaut, élevés au même rang que des bibliothécaires qualifiés, constitue en outre un dénigrement non-acceptable d'une formation reconnue au niveau international. Une desserte de plus de 10.000 habitants constitue une unité, qui donne lieu à des interprétations. Nous jugeons la création d'un pôle d'excellence de bibliothécaires diplômés, donnant conseil et formation aux non-qualifiés, dans une institution centrale de bibliothèques, comme indispensable.

Art. 8

Pas d'observations de la part de l'ULBP.

Art. 9

Les bibliothèques scolaires, qui ont été prescrites pour chaque école fondamentale depuis le vote des lois de la réforme scolaire en 2009, sont sous la tutelle du ministère de l'éducation et ont une population cible bien définie et qui diffère largement de celle des bibliothèques publiques. L'ULBP est d'avis qu'il faudra certes prévoir une bonne collaboration entre bibliothèques publiques, bibliothèques scolaires et tout autre genre de bibliothèque qui se situent dans une région, mais nous ne voyons pas le regroupement en une bibliothèque unique à vocation régionale comme une solution viable, vu leurs différentes autorités de tutelles. De plus, nous nous demandons ce que le terme à «*vocation régionale*» signifie pour une bibliothèque.

Art. 10

Nous sommes d'avis qu'il faudra redéfinir le rôle du «Bicherbus» en fonction de l'aide qu'il pourra constituer pour les bibliothèques publiques et comme moyen complémentaire par rapport aux bibliothèques publiques. L'article 1^{er} du présent projet définit les objets à atteindre pour les bibliothèques publiques, et bien que cette énumération ne soit pas complète à nos yeux, elle reflète quand-même l'importance et la diversité de la mission des bibliothèques publiques du futur. Toutes ces missions ne pourront être satisfaites par un système de bibliothèques circulantes.

Art. 11 et 12

Selon l'ULBP, il serait absolument préférable de définir certaines conditions pour obtenir un agrément par règlement grand-ducal et non par cette loi.

ULBP

UNION LUXEMBOURGEOISE DES BIBLIOTHEQUES PUBLIQUES

Art. 14 et 15

Les montants maxima des aides pouvant être accordées selon le projet de loi constituent une nette amélioration pour la plupart des bibliothèques existant actuellement. Néanmoins, nous sommes d'avis que les montants maxima devraient être plus élevés afin de permettre aux bibliothèques publiques d'atteindre les objectifs formulés par l'article 1^{er} du projet de loi. Nous sommes aussi convaincus que surtout pour les grandes bibliothèques publiques, les montants accordés sont loin d'être suffisants. De plus, la majeure partie des frais des salaires d'une bibliothèque devrait toujours être portée par une association, une commune ou un syndicat de commune. A ces frais s'ajoutent évidemment la mise à disposition des locaux et les frais d'entretien des bâtiments et finalement aussi les taxes de prêt pour droits d'auteur. De plus, nous aimerions avoir plus de précisions quant au montant du subside annuel.

Art. 16 – 24

Pas d'observations de la part de l'ULBP.

Conclusion

Pour conclure notre appréciation du projet de loi N°6026, nous voulons exprimer notre souci que l'actuel projet de loi, avec les nombreuses contraintes qu'il impose par les articles 4,5,6, et 7 aux bibliothèques publiques pour obtenir un agrément et les aides limitées qu'il offre dans les articles 14, 15 et 16 ne mène pas à la création de nouvelles bibliothèques publiques.

De plus l'ULBP est convaincu que si l'actuel projet était voté sous cette forme, plusieurs bibliothèques publiques fonctionnant actuellement seraient contraintes, faute de moyens, de fermer leurs portes dans un proche avenir.

L'ULBP est d'avis qu'il faudrait une stratégie afin de créer de nouvelles bibliothèques publiques dans les régions où de telles structures font défaut. Afin de «*garantir une meilleure diffusion de la société de la connaissance dans toutes les couches de la population*» et dans toutes les régions du Grand-Duché, nous regrettons qu'il n'y ait pas eu d'analyse préalable qui aurait pu révéler les urgences et points faibles. Laisser l'évolution d'un réseau national de bibliothèques publiques pratiquement à la seule bonne volonté des responsables communaux et à l'autonomie communale nous semble une mesure insatisfaisante pour atteindre l'objet décrit par l'article 1^{er} de la loi.

Afin de garantir une bonne coopération entre les bibliothèques publiques et la Bibliothèque Nationale, nous jugeons utile la création d'un «*Service des bibliothèques publiques*» auprès de la Bibliothèque Nationale, tel qu'il a été prévu dans la proposition de loi N°5743.

Avis adopté unanimement par le Conseil d'Administration de l'ULBP à Mersch le 10.11.2009.

Pour l'ULBP

Claude ADAM
Président

Jean-Marie REDING
Secrétaire général